

LE TEMPS OÙ ENTRE LA LIBYE ET LA FRANCE LA POLITIQUE ET
LE BUSINESS FAISAIENT BON MÉNAGE

«Armes de corruption massive» à lire absolument

Armes de corruption massive : secrets et combines des marchands de canons^(*) est un livre de Jean Guisnel journaliste du Point, hebdomadaire français. Selon l'auteur, «aujourd'hui, les «transferts d'armements» assurent des centaines de milliers d'emplois dans les pays vendeurs, généralement au Nord. Dans les pays acheteurs, le plus souvent au Sud, les armes servent à dissuader des adversaires potentiels ou à conduire des guerres. Et à enrichir les élites... Car les contrats de ventes d'armes donnent traditionnellement lieu à des commissions occultes considérables. Et quand les industriels refusent de pratiquer la corruption, leurs carnets de commandes se tarissent...».

Jean Guisnel propose dans ce livre un voyage inédit vers le côté obscur des industries d'armement. Après des années d'enquête, il dévoile les ressorts de ce monde régi par le secret et révèle le rôle de représentants de commerce très particuliers : ceux qui agissent dans l'ombre pour «huiler les rouages» en reversant aux décideurs une partie des sommes que leur État paiera pour acquérir des armes. D'où des portraits de personnages haut en couleur, qui n'ont qu'un désir : devenir riches. D'où, surtout, une cascade de révélations sur les dessous des grands marchés d'armement, où les responsables politiques jouent souvent un rôle déterminant. Entre la France et la Libye par exemple, il est une vieille histoire... de ventes d'armes. Jean Guisnel consacre un chapitre éditant à cette tumultueuse relation d'affaires. Une parmi de nombreuses autres, où politique et business font mauvais ménage. Depuis la première vente de 82 avions de guerre français, des Mirage, signée dès l'accès au pouvoir du colonel Kadhafi en 1969, les épisodes furent nombreux. L'actualité en porte les traces : les deux Mirage F1

libyens qui ont atterri à Malte le 21 février dernier, leurs pilotes ayant refusé de tirer sur les manifestants opposés au régime, sont les survivants d'un marché conclu dans les années 1970.

C'est en 2006 que les affaires ont repris, après une vingtaine d'années de tensions, consécutives au conflit territorial avec le Tchad, puis aux attentats meurtriers dans lesquels la Libye a été accusée d'être impliquée.

Nous sommes le 21 octobre 2006, raconte l'auteur Jean Guisnel, et Michèle Alliot-Marie, alors ministre française de la Défense, rend visite au colonel Kadhafi. Le chef de l'Etat libyen accueille son hôte en demandant des nouvelles de son compagnon, Patrick Ollier, député à l'époque et président du groupe d'amitié France-Libye, un ami, et qui est actuellement ministre des Relations avec le Parlement. La ministre^(**), alors, espère capitaliser une série de contacts et de discrets rapprochements qui ont eu lieu depuis plusieurs années.

Quand les Occidentaux... violent l'embargo sur le commerce des armes !

Car si l'embargo sur le commerce des armes, décidé en

1992 par l'ONU à l'encontre du pays, n'a été levé qu'à l'automne 2004, c'est dès le début des années 2000 que «les marchands d'armes français commencent à reprendre le chemin de Tripoli», écrit Jean Guisnel. Pour une raison simple : «Les contrats d'armement prennent tellement de temps que les entreprises s'estiment fondées à entamer les prospections.» Dès 2001, le gouvernement français a ainsi autorisé la reprise des contacts commerciaux pour les firmes françaises d'armement Thalès, Eurocopter ou Dassault. La France n'est pas seule : en 2003, les Américains, avec les Britanniques, entament une démarche de normalisation avec la Libye, longtemps considéré comme un Etat voyou, tout en lui faisant renoncer à son arme nucléaire. Les Russes, fournisseurs traditionnels, mais aussi les Italiens, sont aussi dans la course. Dans celle-ci, «les industriels français n'obtiendront jamais que des lots de consolation», précise l'auteur. Malgré cela, la bagarre est rude, entre entreprises françaises même.

En témoigne le contrat de rénovation des vieux Mirage F1. Dans cette unique affaire, l'auteur

a identifié sept intermédiaires différents qui prétendaient tous toucher des commissions.

Parmi eux figurent le Franco-Libanais Ziad Takieddine (voir article ci-dessous), qui apparaît aussi dans la vente des sous-marins français au Pakistan en 1994, et Roger Tamraz, homme d'affaires libanais entré dans le dossier grâce à Jacques Boyon, ex-secrétaire d'Etat à la Défense de 1986 à 1988.

Où l'on retrouve Pierre Falcone, intermédiaire véreux dans le scandale de l'autoroute Est-Ouest

En 2007, juste après la libération par la Libye des infirmières bulgares pour laquelle le président français Sarkozy avait envoyé son ex-femme à Tripoli, le fils de Kadhafi, Seïf Al-Islam, s'est félicité dans le quotidien français *le Monde* d'un accord de 100 millions d'euros sur la fourniture de missiles. Là encore, les discussions ont commencé des années plus tôt. Depuis, la France espérait vendre pour près de 2 milliards d'euros d'armement à Tripoli, dont des avions Rafale. En vain. Car, explique encore l'auteur, «le cadre international

des compétitions en matière de vente d'armes est défini aux Etats-Unis et nulle part ailleurs». Dans le livre très documenté de Jean Guisnel, on retrouve l'Algérie à travers l'intermédiaire Pierre Falcone et son implication dans le scandale de l'autoroute Est-Ouest, le versement de pots-de-vin pour l'obtention de marchés publics. Une conclusion de l'éditeur : «À l'heure où les institutions internationales prétendent «moraliser» ces marchés, ce livre montre l'ingéniosité dont font preuve les «marchands de canons» pour renouveler des méthodes de corruption vieilles comme le monde...»

Djilali Hadjadj

(*) Armes de corruption massive : secrets et combines des marchands de canons de Jean Guisnel, Editions La Découverte, Paris, 2011.
() Michèle Alliot-Marie, devenue ministre des Affaires étrangères, a été poussée à la démission en février dernier, après que fut démontrée ses «liens particuliers» avec des proches de l'ancien dictateur tunisien Ben Ali.**

Défiscalisation à la française des pots-de-vin

Dans son édition du 12 juillet 2011, le quotidien français *Libération* rappelle qu'il a déjà raconté comment, en 2004, Hortefeux, alors conseiller du ministre français de l'Intérieur Sarkozy, avait joué les petits télégraphistes auprès de Copé, alors ministre du Budget : il s'agissait de relayer une demande de l'entreprise française la Direction des constructions navales» (DCN) souhaitant défiscaliser les commissions et pots-de-vin versés en marge d'une vente d'armes à l'Arabie Saoudite où Takieddine joue les entremetteurs.

La requête transmise par Hortefeux soulignait que «s'il est vrai que les fonds ont transité au Luxembourg, ils ont servi à la rétribution des sources et du paiement des documents confidentiels nécessaires à la défense de nos clients». Et donc de justifier un rab de quelques versements opaques. La réponse de Copé n'était guère outragée : «Le taux de commission admis, à hauteur de 15%, est particulièrement bienveillant compte tenu des pratiques courantes en la matière.»

LSC

Jean-François Copé, ami d'un... marchand d'armes !

Le site français «Mediapart», créé et dirigé par Edwy Plenel, ancien directeur de la rédaction du *Monde*, révèle, il y a quelques jours, les relations très étroites entre Ziad Takieddine — marchand d'armes franco-libanais —, et des personnages-clés de l'UMP, parti de la majorité présidentielle en France, dont son secrétaire général Jean-François Copé, qui pour rappel a été reçu le 11 juillet dernier par les plus hautes autorités de l'Etat algérien. Révélation avec photos à l'appui, le journal «Mediapart» met au jour les relations entre des hommes politiques proches du président français et le sulfureux marchand d'armes Ziad Takieddine. Un homme qui barbote dans une piscine, que l'on retrouve avec la panoplie du parfait touriste — sac à dos, casquette et appareil photo autour du cou — dans des ruines au Liban. Une autre photo en bermuda quadrillé et chaussures bateaux sur un port. Bref, de très classiques photos de vacances, rien de surprenant en cette période estivale.

A priori. Sauf lorsque les vacanciers en question sont des hommes politiques de premier plan, Jean-François Copé et Brice Hortefeux — qui il y a quelques semaines encore était ministre de l'Intérieur —, et qu'ils se font immortaliser en compagnie du plus sulfureux marchand d'armes

du moment. Ces photos ainsi que des documents bancaires prouveraient, selon le quotidien en ligne, la proximité des proches du président français avec Ziad Takieddine. Cet homme d'affaires franco-libanais de 61 ans est le principal suspect dans le volet financier de l'affaire dite de Karachi.

En 2002, un attentat dans la ville pakistanaise de Karachi avait fait 15 morts dont 11 salariés de la Direction française des constructions navales (DCN) travaillant sur le contrat de vente de sous-marins au Pakistan. Des juges d'instruction français enquêtent sur d'éventuelles malversations financières en marge de ce contrat ainsi que sur celles relatives à un autre portant sur la vente de frégates à l'Arabie Saoudite en 1994.

«Un conseiller occulte» de Sarkozy nommé Ziad Takieddine

A chaque fois, Ziad Takieddine est présenté par plusieurs anciens responsables de la DCN comme un intermédiaire imposé par le gouvernement français dirigé par Edouard Balladur. Du coup, Ziad Takieddine — qui dément être intervenu dans le contrat pakistanaise mais reconnaît avoir joué un rôle dans le contrat saoudien — est soupçonné d'être la figure centrale de la filière de rétrocommissions (une partie des commissions versées à des chefs militaires pakistanais est revenue en Fran-

ce) occultes mise en place pour financer la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995. Aussi, la parution de l'enquête de Mediapart fait-elle désordre.

Car le site d'information démontre «des liens jusqu'ici insoupçonnés de l'homme d'affaires franco-libanais avec le premier cercle du chef de l'Etat français». Mediapart affirme même que Ziad Takieddine «est devenu à partir de 2002 un conseiller occulte et financier de l'ombre au cœur du sarkozysme». Les preuves ? Les liens étroits du marchand d'armes avec l'ancien ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, avec l'actuel secrétaire général de l'UMP et ex-ministre du Budget, Jean-François Copé, et d'autres proches du président Sarkozy. Selon le site, Takieddine a pris en charge plusieurs voyages de M. Copé et son épouse, notamment au Liban en octobre 2003, lorsque l'actuel patron de l'UMP était secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement. Mediapart évoque également un «avoir de la famille Copé» dans les comptes de l'intermédiaire, où apparaît également le nom de Pierre Charon, un proche du président français.

75 millions de dollars sur son «compte secret»

Parmi les révélations de Mediapart : un document de la

Banque de la Méditerranée, qui, de Beyrouth, écrit à Takieddine en 1997 pour lui faire part que l'établissement crédite 75 millions de dollars américains sur son «compte secret». Un tableau analytique des dépenses de l'homme d'affaires franco-libanais et sa colonne intitulée «paiements secrets» qui totalise près de 12 millions d'euros, en provenance de comptes offshore (dans des paradis fiscaux). La parution de l'article de Mediapart a immédiatement suscité des réactions. Olivier Morice, l'avocat des familles de victimes françaises de l'attentat de Karachi, a demandé l'audition de Jean-François Copé et de Brice Hortefeux. Du côté des mis en cause, on minimise. Hortefeux a reconnu être allé «une ou deux fois chez lui» (Ziad Takieddine).

«Jean-François Copé n'a jamais caché sa relation amicale avec M. Takieddine», réagit-on dans l'entourage du patron de l'UMP. «Oui, ils ont eu à plusieurs reprises l'occasion de partir en vacances ensemble dans le cadre d'une relation strictement amicale» et «sans aucun lien avec les fonctions électives ou ministérielles» de Copé. Interrogée, la présidence française n'avait «aucun commentaire» à faire sur l'article de Mediapart.

«Nous ne sommes pas concernés», a laissé tomber un proche du président français.